

La pauvreté au fil des siècles : toujours la même histoire ?

Les pauvres ont de tout temps existé et rien n'annonce que cela changera à l'avenir !

Mais la perception de la pauvreté par la société et son ampleur ont considérablement évolué au cours des siècles. De même que les causes qui la produisent. Avec pour corollaire que les stratégies d'action contre la misère se sont diversifiées à chaque époque.

A la lecture de ce trop bref parcours historique, on découvrira, non sans étonnement, que les représentations passées du pauvre n'ont pas disparu et que les types d'attitudes individuelles et collectives de naguère face à celui-ci, existent encore et toujours en ce début du 21e siècle.

Avec le soutien du service Education permanente
de la Communauté française Wallonie-Bruxelles



Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Vivre Ensemble Education, 2010

AU MOYEN AGE

Pendant de très longs siècles et jusqu'à la révolution industrielle, la pauvreté, considérée comme une fatalité, est le fait de la grande majorité (70 à 80 %) de la population, qui habite à la campagne. Elle atteint tous ceux qui vivent de leurs bras, dépendent de bonnes ou mauvaises récoltes ou sont à la merci d'accidents de santé. Le risque de glisser dans la misère est le lot commun des paysans.

2 Selon le médiéviste français, Jacques Le Goff, « la pauvreté ne se définit pas par rapport à l'argent. Car l'argent n'est pas une valeur au Moyen Age et l'économie est très peu monétarisée. Le pauvre, c'est le faible par opposition au puissant (...); c'est le malade, l'estropié, le marginal, l'infirmes, l'aveugle, le déficient mental, l'orphelin... » (1)

Les chiffres précis manquent à ce propos. En fait, la misère est omniprésente dans les campagnes au Moyen Age. Elle est la résultante inévitable des famines, des épidémies et des guerres. Ainsi, la grande peste de 1348 a probablement éliminé entre la moitié et les deux tiers de la population... ! De plus, la plupart des paysans ne disposent pas de terres en suffisance ou doivent payer des loyers exorbitants.

L'Eglise, en première ligne pour soulager les pauvres, n'a jamais envisagé de s'attaquer aux racines de la pauvreté.

Et la situation s'aggrave encore au cours des premiers siècles du deuxième millénaire, par suite de la poussée démographique et de la faible productivité agricole. Il semble toutefois que la solidarité paysanne joue un certain rôle pour limiter la misère extrême de certaines familles.

Avec l'essor urbain dès le 11^e siècle, les pauvres, qui peuvent être considérés comme des exilés des campagnes, sont de plus en plus nombreux et de plus en plus visibles. La misère en ville prend des formes particulièrement brutales et insupportables, à cause du contraste saisissant entre le luxe de certains et la malnutrition endémique de tant d'autres. Cette pauvreté matérielle s'accompagne d'un mépris social, fait de discrimination et d'exclusion.

Par ailleurs, l'entraide entre marchands, fabricants et ouvriers est très faible en milieu urbain.

C'est l'Eglise qui est en première ligne pour porter assistance aux pauvres. Elle soulage du mieux qu'elle peut, mais n'a jamais envisagé de s'attaquer aux racines de la pauvreté. Se soucier des pauvres, pour les chrétiens d'alors, c'est une façon de vénérer Jésus qui s'est fait pauvre. Celui-ci est perçu comme la voie du salut pour le riche !

Au 13^e siècle, la pauvreté devient effec-

inefficace par rapport à ces nouvelles formes de précarité ?

L'Etat redistributeur et l'idée même de solidarité y traversent une profonde crise de légitimité. L'idéologie néolibérale impose sa marque en critiquant l'assistance aux pauvres et reprochant à ces derniers leur part de responsabilité dans leur marginalisation sociale. Avec les conséquences suivantes : les nantis ne veulent plus payer pour les démunis, les nationaux pour les immigrés, les travailleurs pour les chômeurs, les gens sobres pour les fumeurs ou les buveurs, etc.

Fondamentalement, les sociétés du 21^e siècle semblent majoritairement tolérer les inégalités sociales, au moment où celles-ci s'accroissent à nouveau.

CONCLUSION

La question de la pauvreté au sein de nos pays riches n'est pas marginale. Jean-Paul Delevoye, médiateur de la République française, estime à quinze millions le nombre de personnes pour lesquelles les fins de mois se jouent à 50 ou 150 euros près. (9)

De nouvelles formes de solidarité et de redistribution doivent être inventées. Laissons la conclusion à Pierre Rosanvallon : « (...) la redistribution doit être refondée. A l'origine, elle reposait sur un sens des épreuves communes, sur une vision de la société. C'est pourquoi il faut aujourd'hui faire aller de pair les valeurs de citoyenneté et de redistribution.

Ce n'est pas un hasard si les mots « humiliation », « respect », « reconnaissance » ont refait surface avec autant de force. Les gens ne veulent pas simplement être mieux payés, ils veulent aussi être mieux considérés. (...) Il faut à la base avoir produit de la citoyenneté et du respect pour fonder une solidarité forte, qui ne soit pas seulement une forme d'assistance un peu condescendante. » (10)

Luc Uytendbroek,
Vivre Ensemble Education, 2010

Sources et notes :

- la revue « Histoire », numéro spécial : « Les pauvres de Job à Martin Hirsch », n° 349, 1/ 2010 : notes (1) p.61 et 67, (2) p.75, (3) p. 48, (4) p. 49, (5) p.89, (7) p. 82, (10) p. 91.
- Le Soir, 15/10/2009 : note (6)
- Courrier International, n° 997, 10-16/12/2009 : note (8)
- Le Monde, 20/2/2010 : note (9)
- la revue « Développement et Civilisations » du Centre Lebreton, n°356, 9/2007 : note (10)

Liers. Des actions de secours d'urgence, très médiatisées, sont lancées comme les « restos du cœur ».



Selon les critères européens déterminant le seuil de pauvreté, 1,3 million de Belges sont pauvres. Selon le ministre Philippe Courard, secrétaire d'Etat à la lutte contre la pauvreté et à l'intégration sociale, « Près d'un enfant sur cinq dans notre pays court un risque de pauvreté ». (6)

En France, de 5 à 8 millions de personnes vivent sous ce seuil de pauvreté ; et 15 % de la population de l'ensemble de l'Union européenne !

Dans les deux pays économiquement les plus développés, on n'est pas mieux loti.

Un américain sur huit et un enfant sur quatre bénéficie aujourd'hui de l'aide alimentaire fédérale. On estime qu'en 2008, environ 12 % de la population des USA vivent sous le seuil de pauvreté, soit 36 millions de personnes. (7) D'autre part, plus de 15 % des Japonais se retrou-

vent actuellement en situation de grande précarité. (8)

Sur le plan universel enfin, 1,4 milliard d'êtres humains vivent sous le seuil international de pauvreté, fixé (en 2005) à 1,25 dollar par jour, selon les estimations de la Banque mondiale.

Pourquoi l'Etat Providence s'avère-t-il, dans les pays de l'Europe occidentale,

tivement une richesse spirituelle. C'est à ce moment que sont fondés les ordres mendiants tels que les Franciscains, les Dominicains, les Augustins,...



Toutefois, cette conception spiritualiste de la pauvreté ne dissuade pas l'Eglise de s'engager en faveur des pauvres. Elle crée, aux 13e et 14e siècles, des hôpitaux qui sont avant tout des lieux d'asile, avant de se transformer en institutions de soins, trois siècles plus tard.

Avec l'usage plus fréquent de la monnaie dans la vie quotidienne, apparaissent à la fin du 15e siècle les monts-de-piété, sortes de banques pour les pauvres. Le premier est lancé par un Franciscain en Italie, en 1462. D'autres suivront en Espagne. Celui de Bruxelles est fondé en 1618 ; celui de Paris n'ouvrira qu'en 1777.

Les pouvoirs laïques tels que les princes et les communes viennent également en aide aux miséreux, en finançant des hôpitaux publics. Si ces derniers suscitent certes de la bienveillance, ils font aussi peur. Des « cours des miracles » s'installent durablement au cœur des villes, avec leur cortège de prostitution et de criminalité.

Cela incite les autorités à prendre des mesures de répression et, à la fin du Moyen Age, à remplir les prisons de gens misérables. D'autant plus qu'ils ne se résignent plus à leur triste sort et se révoltent à de multiples reprises.

A Florence par exemple, les ouvriers du drap se soulèvent en 1378 contre les banquiers et les négociants. A la même époque, les paysans et les artisans du Languedoc attaquent les troupes du roi de France. En Angleterre, des paysans marchent sur Londres et revendiquent l'abolition du servage. Inutile d'ajouter que ces mouvements sociaux sont écrasés.

Selon Jacques Le Goff, on peut affirmer qu'à travers cette pauvreté massive, on voit apparaître une forme médiévale de la lutte des classes ! (1)

DU 17^E AU 18^E S.

Le 17e siècle connaît de nombreuses années de mauvaises récoltes et de crises alimentaires. Vagabonds, mendiants, paysans sans terre, soldats licenciés affluent vers les villes. L'Eglise multiplie certes les initiatives assistantielles (distribution de vêtements et de nourriture, créations hospitalières, etc.), mais la très forte pression des indigents devient inquiétante. Aussi - élément nouveau - des mesures d'enfermement et de travail forcé sont prises, d'abord en France :

- dès 1532, les mendiants valides doi-

« Personne n'a compris, explique l'économiste français Pierre Rosanvallon, que le développement du chômage massif était l'une des conséquences et l'une des expressions de l'avènement d'un nouveau mode de production dû aux transformations du capitalisme (...). Si le renouveau de la pauvreté a résulté du chômage, celui-ci a correspondu à une évolution économique et sociale extrêmement profonde: l'avènement d'une société d'individus, plus impitoyable pour les faibles et les personnes peu qualifiées. Les nouveaux critères de l'employabilité ont été durcis en conséquence et ont produit des effets massifs d'exclusion du marché du travail. » (5)

On est entré dans l'ère de la précarité sociale et de la vulnérabilité psychologique.

Ajoutons à cela les effets de l'affaiblissement des liens familiaux et de l'impératif d'autonomie qui s'impose à chaque personne et on comprendra qu'on est entré dans l'ère de la précarité sociale et de la vulnérabilité psychologique. Les chercheurs qualifieront la condition actuelle du pauvre par le terme « d'abandon social », dans la mesure où le modèle néolibéral a réduit le rôle social de l'Etat, en l'empêchant de remplir suffisamment ses fonctions de protection sociale et en les reléguant aux ONG.

vent nettoyer les rues et les égouts.

- en 1611, Marie de Médicis ordonne l'enfermement des mendiants dans les hôpitaux à Paris.

« Le règlement de ces hôpitaux stipule que les hommes valides brasseraient de la bière, scieraient du bois, battraient du ciment, tandis que les femmes feraient des bas de laine et des boutons. En été, le travail devait durer de 5 heures du matin à 7 heures du soir, le dimanche étant réservé à l'office religieux et à la prédication. » (2)

4 - en 1661, les mendiants arrêtés à trois reprises et châtiés à l'hôpital, sont envoyés aux galères...

Nombres d'édits insistent sur le danger que la pauvreté fait courir à la paix civile. La pauvreté et l'oisiveté sont criminalisées. Le pauvre est assimilé à un délinquant !

Ce genre de réactions des Pouvoirs en place s'étend à toute l'Europe. On crée des maisons de correction dans les pays de langue allemande. En Angleterre, on enferme les pauvres dans des « workhouses », où le régime est très sévère. Le système hollandais de mise au travail forcé n'est pas en reste.

Mais toutes ces institutions répressives ne parviennent pas à éliminer la présen-

ce croissante des mendiants dans les villes.

DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE AUX « GOLDEN SIXTIES »

La révolution industrielle démarre en Grande-Bretagne, à la fin 18e siècle. Elle s'étend progressivement dans nos contrées et commence à y faire sentir ses effets dans les années 1820-1840.

Elle enrichit d'abord les sociétés et la révolution agricole réduit quelque peu la famine dans les campagnes. Mais très vite se manifeste la pauvreté industrielle, celle des gens qui travaillent notamment dans les manufactures et les mines.

Un nouveau terme anglais, le « paupérisme », est utilisé pour mettre en évidence les deux retombées majeures de cette révolution industrielle : la surabondance des biens et l'appauvrissement du peuple. Emile Laurent, observateur anglais de cette époque, résume la situation sociale de cette manière : « une manufacture est une invention pour fabriquer deux articles : du coton et des pauvres ! »(3)

Cette misère moderne s'avère plus cruelle que celle qui sévissait au Moyen Age. Les féodaux garantissaient et protégeaient les hommes et leurs familles

qui leur étaient attachés. Ce n'est plus le cas avec les patrons du 19e s.

Le philosophe allemand, Engels, ami de Karl Marx, décrit la condition ouvrière à Manchester : « le prolétaire qui n'a que ses deux bras, qui mange aujourd'hui ce qu'il a gagné hier, qui dépend du moindre hasard, qui n'a pas la moindre garantie qu'il aura la capacité d'acquérir les denrées les plus indispensables - chaque crise, le moindre caprice de son patron peut faire de lui un chômeur - le prolétaire est placé dans la situation la plus inhumaine qu'être humain puisse imaginer. L'existence de l'esclave est au moins assurée par l'intérêt de son maître, le serf a au moins un lopin de terre qui le fait vivre, tous deux ont au moins la garantie de pouvoir subsister, mais le prolétaire, lui, est à la fois réduit à lui-même, et mis hors d'état d'utiliser ses forces de telle sorte qu'il puisse compter sur elles. » (4)

Avec la révolution industrielle se développe la pauvreté de ceux qui, tout en ayant un emploi, ne peuvent subvenir à leurs besoins vitaux et vivent sous le minimum d'existence. Ce sont - déjà ! - les « working poors » !

Les sociétés modernes s'enrichissent massivement sur le dos des masses laborieuses. Aussi, des révoltes sociales éclatent un peu partout. Des syndicats locaux - qui se fédèrent progressivement à l'échelle nationale -, des caisses de solidarité s'organisent et se multiplient, à l'initiative de cette nouvelle classe ouvrière. Parallèlement, quelques industriels, « les patrons paternalistes »,

s'engagent dans la réalisation de logements et dans la création de caisses de secours mutuel.

Paradoxalement, Bismarck, le premier chancelier très conservateur de l'Allemagne unifiée, qui mène une sévère politique de répression, jette les bases du futur « Etat Providence », en créant, le 15 juin 1883, l'assurance maladie obligatoire pour les ouvriers de l'industrie. La mise sur pied d'un tel système social novateur s'explique notamment par l'activisme militant du mouvement socialiste allemand.

Il faudra attendre la guerre 39-45 pour édifier les bases de la sécurité sociale actuelle, à l'instigation de Lord Beveridge, père du Welfare State britannique. La sécurité d'existence des travailleurs et de leurs familles est ainsi garantie dans une large mesure, en Belgique et dans les pays voisins. Grâce à ces avancées majeures, le revenu par habitant augmente considérablement et les inégalités se réduisent quelque peu. La pauvreté accidentelle et celle qui se perpétue de génération en génération diminuent, sans toutefois disparaître. Cette période de 1945 à 1975 fut baptisée « les Trente Glorieuses » !

DE NOUVELLES PAUVRETÉS CONTEMPORAINES

Hélas, le rêve d'éradiquer la misère fait long feu ! Dès les années 80, on parle des « nouveaux pauvres », supposant d'abord qu'il ne s'agit que d'un phénomène conjoncturel, lié aux chocs pétro-